

A V I S N° 1.697

---

Séance du mardi 14 juillet 2009

---

Projet d'arrêté royal relatif à la recherche de substances radioactives dans certains flux de matières et de déchets, et relatif à la gestion des établissements sensibles en matière de sources orphelines

x                    x                    x

2.379-1

## **A V I S N° 1.697**

-----

Objet : Projet d'arrêté royal relatif à la recherche de substances radioactives dans certains flux de matières et de déchets, et relatif à la gestion des établissements sensibles en matière de sources orphelines

---

Par lettre du 12 février 2009, Monsieur Y. POULEUR, Directeur du Département Réglementation, Affaires internationales et Développement de l'Agence Fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN), a sollicité l'avis du Conseil national du Travail sur le projet d'arrêté royal relatif à l'objet mentionné sous rubrique.

L'examen de ce dossier a été confié à la Commission des relations individuelles du travail du Conseil.

Sur rapport de cette Commission, le Conseil a émis, le 14 juillet 2009, l'avis unanime suivant.

x                      x                      x

## AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

-----

### **I. OBJET ET PORTEE DE LA DEMANDE D'AVIS**

Par lettre du 12 février 2009, Monsieur Y. POULEUR, Directeur du Département Réglementation, Affaires internationales et Développement de l'Agence Fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN), a sollicité l'avis du Conseil national du Travail sur le projet d'arrêté royal relatif à l'objet mentionné sous rubrique.

Ce projet d'arrêté royal vise à instaurer un cadre réglementaire pour la recherche des sources radioactives orphelines dans certains flux de matières et de déchets qui ne se trouvent pas sous le contrôle systématique de l'autorité fédérale compétente pour la gestion des déchets radioactifs ou pour la protection contre les rayons ionisants.

Ce texte exécute une décision du Conseil des Ministres du 30 mars 2007 par laquelle il a été demandé à l'AFCN de délimiter les secteurs critiques pour lesquels l'utilisation d'appareils spéciaux de détection peut être imposée.

Ce projet d'arrêté royal porte également exécution de la directive 2003/122/Euratom du Conseil du 22 décembre 2003 relative au contrôle des sources radioactives scellées de haute activité et des sources orphelines.

### **II. POSITION DU CONSEIL**

Le Conseil a examiné le projet d'arrêté royal qui lui est soumis pour avis.

Il constate que ce projet d'arrêté royal vise à instaurer un cadre réglementaire pour la recherche des sources radioactives orphelines dans certains flux de matières et de déchets qui ne se trouvent pas sous le contrôle systématique de l'autorité fédérale compétente pour la gestion des déchets radioactifs ou pour la protection contre les rayons ionisants.

En effet, aux termes de la saisine, des sources radioactives peuvent également se retrouver dans des installations ou des sites du secteur non nucléaire. Ainsi, ces sources orphelines peuvent être découvertes dans les secteurs des déchets classiques et dans ceux du recyclage.

Il était dès lors nécessaire de définir un cadre réglementaire pour ces secteurs non nucléaires afin de leur offrir une protection efficace contre les rayonnements ionisants.

Le Conseil relève que le présent projet d'arrêté royal détermine cette "protection efficace" qui couvre divers aspects dont :

- l'obligation d'installer des portiques de détection des substances radioactives au sein d'établissements choisis de manière optimale dans ces secteurs;
- l'imposition de directives concernant l'utilisation des portiques de détection;
- le contrôle de l'utilisation des portiques de détection et du respect des directives en la matière;
- les éventuelles mesures relatives à l'évacuation de substances radioactives;
- l'imposition de certaines mesures aux établissements de ces secteurs où imposer l'utilisation d'un portique de détection ne constitue pas la meilleure solution.

L'installation de portique de détection a donc pour but de détecter les sources orphelines radioactives et d'éviter que cette radioactivité ne disparaisse de manière incontrôlée en contaminant ou en irradiant des travailleurs, la population ou l'environnement.

Par ailleurs, ce projet d'arrêté royal porte également exécution de la directive 2003/122/Euratom du Conseil du 22 décembre 2003 relative au contrôle des sources radioactives scellées de haute activité et des sources orphelines.

Dans le cadre de son examen, le Conseil a en outre pris connaissance de l'avis émis le 17 avril 2009 par le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail au sujet de ce projet d'arrêté royal (avis n°139<sup>1</sup>).

Le Conseil constate que, dans cet avis, le Conseil supérieur se prononce unanimement en faveur du projet d'arrêté royal dont saisine et formule certaines demandes envers l'AFCN principalement en matière d'informations à fournir.

Ainsi, le Conseil supérieur demande que l'AFCN mette de manière appropriée à la disposition des employeurs et des travailleurs des secteurs concernés ainsi que des conseillers en prévention qui doivent les assister, de l'information relative aux risques des sources orphelines, à leur reconnaissance et aux mesures à prendre.

Il demande également à l'AFCN d'associer les organisations syndicales représentées au sein du Conseil supérieur à l'élaboration de ladite information et à la détermination de la manière dont elle sera mise à disposition.

En conclusion de son examen, le Conseil national du Travail adhère à l'avis émis par le Conseil supérieur. Il se prononce par conséquent également en faveur du projet d'arrêté royal.

-----

---

<sup>1</sup> Voir annexe.

PPT/PBW - Dossier 142 - 444  
Avis n° 139 du 17 avril 2009  
Advies nr. 139 van 17 april 2009

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
EMPLOI, TRAVAIL ET  
CONCERTATION SOCIALE

-----

Conseil supérieur pour la Prévention et la Protec-  
tion au travail

-----

Avis n° 139 du 17 avril 2009 relatif à un projet d'arrêté royal relatif à la recherche de substances radioactives dans certains flux de matières et de déchets et relatif à la gestion des établissements sensibles en matière de sources.

I. PROPOSITION ET MOTIVATION

Par lettre du 12 février 2009, adressée au président du Conseil supérieur, monsieur Yvan POULEUR, directeur du Département Réglementation, Affaires internationales & Développement de l'AFCN, a sollicité l'avis du Conseil supérieur, pour le 9 mai 2009 au plus tard, sur un projet d'arrêté royal relatif à la recherche de substances radioactives dans certains flux de matières et de déchets et relatif à la gestion des établissements sensibles en matière de sources.

**Introduction**

L'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN) est l'autorité fédérale compétente en matière de protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre les dangers des rayonnements ionisants.

Elle autorise les établissements du secteur nucléaire (des centrales nucléaires, usines de fabrication du combustible, ... aux services hospitaliers de médecine nucléaire, diverses sources industrielles ou appareils radiographiques des dentistes) et elle remplit une mission de contrôle et de surveillance à ce niveau.

Au cours du XXème siècle, l'utilisation de radiations ionisantes ne s'est pas toujours faite dans un

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
WERKGELEGENHEID, ARBEID EN  
SOCIAAL OVERLEG

-----

Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het  
werk.

-----

Advies nr. 139 van 17 april 2009 met betrekking tot een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het opsporen van radioactieve stoffen in bepaalde materiaal- en afvalstromen en betreffende het beheer van weesbrongevoelige inrichtingen.

I. VOORSTEL EN MOTIVERING

Bij brief van 12 februari 2009, gericht aan de voorzitter van de Hoge Raad, heeft de heer Yvan POULEUR, directeur van het Departement Regeling, Internationale Zaken & Ontwikkeling van het FANC het advies van de Hoge Raad gevraagd uiterlijk tegen 9 mei 2009, over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het opsporen van radioactieve stoffen in bepaalde materiaal- en afvalstromen en betreffende het beheer van weesbrongevoelige inrichtingen.

**Inleiding**

Het Federaal Agentschap voor Nucleaire Control (FANC) is de federale overheid bevoegd voor de bescherming van werknemers, bevolking en leefmilieu tegen de gevaren van ioniserende stralingen.

Het vergunt inrichtingen uit de nucleaire sector (van kerncentrales, splijtstoffabrieken, ... tot diensten nucleaire geneeskunde in ziekenhuizen, verspreidende industriële bronnen en radiografietoestellen bij tandartsen) en oefent hier controle en toezicht uit.

In de loop van de XXe eeuw gebeurde de aanwending van ioniserende stralingen niet altijd binne

cadre réglementaire et un contrôle aussi stricts qu'aujourd'hui. La traçabilité des certaines sources radioactives pouvait se perdre notamment lors d'une cessation d'activité.

Certaines utilisations aujourd'hui interdites de radiations ionisantes se produisirent également dans le domaine public (ex : horlogerie avec peinture luminescente au radium, ...).

Des sources radioactives peuvent également se retrouver dans des installations ou des sites du secteur non nucléaire.

Le secteur non nucléaire du traitement et du recyclage des déchets se voit aujourd'hui confronté à un risque de présence de sources radioactives orphelines dans certains types de flux de déchets.

Ces flux de déchets traités seront qualifiés de "flux sensibles en matière de sources orphelines".

Il est dès lors nécessaire de définir un cadre réglementaire pour ces secteurs non nucléaires afin de leur offrir une protection efficace contre les rayonnements ionisants.

### **Le but de ce projet d'arrêté royal**

Ce présent projet d'arrêté royal détermine cette « protection efficace », qui couvre divers aspects dont :

- l'obligation d'installer des portiques de détection des substances radioactives au sein d'établissements choisis de manière optimale dans ces secteurs;
- l'imposition de directives concernant l'utilisation des portiques de détection;
- le contrôle de l'utilisation des portiques de détection et du respect des directives en la matière;
- les éventuelles mesures relatives à l'évacuation de substances radioactives;

Avis n° 1.697

een zo strikt reglementair kader en met een z strenge controle als vandaag. De traceerbaarheid van bepaalde radioactieve bronnen kon met name verloren gaan bij een stopzetting van de activiteiten.

Bepaalde toepassingen van ioniserende straling die vandaag de dag verboden zijn, deden zich ook voor binnen het publiek domein (bv. uurwerkindustrie met lichtgevende radiumhoudende verf, ...).

Ook in installaties of sites in de niet-nucleaire sector kunnen radioactieve bronnen aangetroffen worden.

Zo wordt de niet-nucleaire afvalverwerkende en -recyclagesector vandaag de dag geconfronteerd met het risico dat er in bepaalde soorten afvalstromen radioactieve weesbronnen worden aangetroffen.

Deze afvalstromen worden "weesbrongevoelige stromen" genoemd.

Het is daarom noodzakelijk voor deze niet-nucleaire sectoren een reglementair kader uit te werken dat een afdoende bescherming inzake ioniserende stralingen biedt.

### **Doel van dit ontwerp van koninklijk besluit**

Dit ontwerp van koninklijk besluit bepaalt deze "afdoende bescherming", die verschillende aspecten omvat, zoals:

- het verplicht opleggen van de plaatsing van meetpoorten voor de detectie van radioactieve stoffen in optimaal gekozen inrichtingen in deze sectoren;
- het opleggen van richtlijnen inzake het gebruik van de meetpoorten;
- controle op het gebruik van de meetpoorten en de richtlijnen ter zake;
- eventuele maatregelen inzake de afvoer van de radioactieve stoffen;

- l'imposition de certaines mesures aux établissements de ces secteurs où imposer l'utilisation d'un portique de détection ne constitue pas la meilleure solution.

L'installation de portiques de détection a pour but de détecter les sources orphelines radioactives et d'éviter que cette radioactivité ne se disparaisse de manière incontrôlée en contaminant ou en irradiant des travailleurs, la population ou l'environnement.

L'installation de ces portiques et l'imposition de ce type de mesures sont encouragés au niveau européen. Citons notamment la directive 2003/122/Euratom du Conseil du 22 décembre 2003 relative au contrôle des sources radioactives scellées de haute activité et des sources orphelines.

L'article 9.3 de cette directive stipule que « *les Etats membres encouragent la mise en place de systèmes visant à détecter les sources orphelines là où des sources orphelines sont généralement susceptibles de se trouver, par exemple dans les grands parcs à ferraille et les grandes installations de recyclage des métaux ou, le cas échéant, dans les nœuds de transport importants tels que les postes de douanes* ».

Les portiques de détection peuvent constituer ce type de systèmes.

Le projet d'arrêté royal a été soumis au Bureau exécutif le 3 mars 2009. (PBW/PPT - D 142 - BE 655)

Le 3 mars 2009, le Bureau exécutif du Conseil supérieur a décidé de confier l'examen du projet et la préparation de l'avis à une Commission ad hoc D1421 qui s'est réunie 9 mars 2009.

Le Bureau exécutif a décidé le 7 avril 2009 de soumettre le projet d'arrêté ministériel pour avis au Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail lors de la réunion du 17 avril 2009. (PPT - D122 - 442)

Avis n° 1.697

- bepaalde maatregelen opleggen aan de inrichtingen in deze sectoren waar het niet optimaal is om het gebruik van een meetpoort te verplichten.

De plaatsing van meetpoorten heeft tot doel radioactieve weesbronnen te detecteren en te vermijden dat deze radioactiviteit opnieuw op ongecontroleerde wijze verdwijnt en aanleiding geeft tot besmettingen of bestralingen van werknemers, bevolking en leefmilieu.

Het plaatsen van dergelijke poorten en het opleggen van dergelijke maatregelen wordt ook op Europees vlak aangemoedigd. Zo kan verwezen worden naar de richtlijn 2003/122/ Euratom van de Raad van 22 december 2003 inzake de controle op hoogactieve ingekapselde bronnen en weesbronnen.

Artikel 9.3. van deze richtlijn stelt dat "*de lidstaten de invoering van systemen moeten aanmoedigen die toelaten weesbronnen te detecteren. Daartoe worden op plaatsen waar weesbronnen in het algemeen kunnen worden aangetroffen, zoals grootschrootplaatsen en grote schrootrecycleerinstallaties of op belangrijke doorvoerpunten, waar dienstig, zoals douaneposten, controlesystemen ingevoerd*".

Het zijn de meetpoorten die als een dergelijk controlesysteem kunnen beschouwd worden.

Het ontwerp van koninklijk besluit werd op 3 maart 2009 aan het Uitvoerend Bureau voorgelegd (PBW/PPT - D 1421 - BE 655)

Het Uitvoerend Bureau van de Hoge Raad besliste op 3 maart 2009 om het onderzoek van het ontwerp en de voorbereiding van het advies toe te vertrouwen aan een Commissie ad hoc D142 die op 9 maart 2009 vergaderde.

Het Uitvoerend Bureau besliste op 7 april 2009 om het ontwerp van Ministerieel besluit voor advies voor te leggen aan de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk op de vergadering van 17 april 2009. (PBW - D142 - 442)

## II. AVIS EMIS PAR LE CONSEIL SUPERIEUR LORS DE SA REUNION DU 17 AVRIL 2009

Le Conseil supérieur prend note du fait que :

- le projet d'arrêté royal est le résultat d'une analyse des risques approfondie ayant comme objectif d'élaborer une stratégie appropriée pour détecter les sources orphelines dans les circuits de déchets en vue de leur élimination;
- l'élaboration du projet a été précédé par une large concertation entre l'AFCN en, notamment, les autorités régionales et les fédérations d'entreprises pour le traitement de ferraille ;
- cette analyse et cette concertation ont mené à ce que les portiques de détection sont installés dans les entreprises traitant 25.000 T de ferraille au moins par an et que pour les entreprises plus petites l'AFCN travaillera principalement par le biais de l'information et de la sensibilisation sur les risques des sources orphelines ;
- pour cette information et cette sensibilisation l'AFCN fournira le soutien nécessaire, mais qu'il compte sur la logistique des fédérations concernées pour atteindre ces entreprises;
- l'AFCN mènera, sur base des listes reprenant les établissements sensibles en matière de sources orphelines dont les administrations compétentes en matière de gestion des déchets se sont engagées à les procurer à l'Agence, une campagne d'inspection pour vérifier si les travailleurs concernés par le commerce et le traitement de ferraille ont bien reçu de leur employeur l'information et la formation sur les risques des sources orphelines, sans perdre de vue à ce sujet la compétence des et une collaboration avec les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle du Bien-Être au Travail.

Dans ces circonstances, le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail émet un avis

Avis n° 1.697

## II. ADVIES UITGEBRACHT DOOR DE HOG RAAD OP DE VERGADERING VAN 17 APR 2009

De Hoge Raad neemt er nota van dat:

- het ontwerp van koninklijk besluit het resultaat is van een diepgaande risicoanalyse die tot doel had een gepaste strategie uit te werken om de weesbronnen in de afvalstromen op te sporen met het oog op hun wegwerking;
- het opstellen van het ontwerp voorafgegaan is door ruim overleg tussen het FANC en, inzonderheid, de gewestelijke overheden en de federaties van de schrootverwerkende bedrijven;
- deze analyse en dit overleg er onder andere toe geleid hebben dat meetpoorten geïnstalleerd worden bij schrootverwerkende bedrijven die ten minste 25.000 T schroot per jaar verwerken en dat voor de kleinere bedrijven het FANC vooral zal werken via informatie over en sensibilisatie voor de risico's van weesbronnen;
- het FANC voor deze informatie en sensibilisatie de noodzakelijke ondersteuning zal leveren maar voor het bereiken van de bedrijven op de logistiek van de betrokken federaties rekent;
- het FANC, op basis van de lijsten met weesbrongevoelige inrichtingen die de administratie bevoegd voor het afvalbeleid hebben toegezegd aan het Agentschap te zullen bezorgen, een inspectiecampagne zal voeren om na te gaan of de bij de schroothandel en -verwerking betrokken werknemers wel degelijk van hun werkgever de nodige informatie en vorming hebben ontvangen over de risico's van weesbronnen, zonder daarbij de bevoegdheid en een samenwerking met de sociale inspecteur van de Algemene Directie Toezicht op het Werk zijn op het werk uit het oog te verliezen.

In deze omstandigheden brengt de Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk da

unanime favorable sur le projet, néanmoins en demandant que l'AFCN mette de manière appropriée à disposition des employeurs et travailleurs des secteurs concernés ainsi que des conseillers en prévention qui doivent les assister, de l'information relative aux risques des sources orphelines, leur reconnaissance et les mesures à prendre.

Le Conseil supérieur demande en outre à l'AFCN d'associer les organisations syndicales représentées au Conseil supérieur à l'élaboration de ladite information et à la détermination de la manière dont elle serait mise à disposition.

Le Conseil demande en outre à l'AFCN de vérifier si les lieux et les moments du mesurage visant la détection de sources orphelines sont bien choisis de la façon la plus optimale.

En effet, à l'heure actuelle peuvent uniquement être versés aux endroits de décharge des résidus, qui ont déjà subi une telle série de traitements, que la probabilité de détecter encore des sources orphelines à ces endroits est devenue insignifiante.

La question est dès lors s'il ne faut pas mesurer plus en amont du flux de déchets, au lieu d'à la fin.

En ordre secondaire, le Conseil se pose la question si, compte tenu du fait qu'une autorité fédérale ne peut par arrêté royal imposer des missions à des autorités régionales, l'art. 5 du projet ne devrait être formulé du point de vue rédactionnel de manière qu'il exprime ce que l'Agence fera des listes qu'il obtient des autorités compétentes en matière de gestion des déchets.

### III. DECISION

Remettre l'avis au directeur général de l'AFCN.

ook een unaniem gunstig advies over het ontwerp uit, weliswaar met het verzoek dat het FANC, ten behoeve van de werkgevers en de werknemers van de betrokken sectoren alsook van de preventieadviseurs die hen moeten bijstaan, op een gepaste wijze informatie over de risico's van weesbronnen, het herkennen ervan en de te nemen maatregelen, zou ter beschikking stellen.

De Hoge Raad vraagt bovendien aan het FANC om de in de Hoge Raad vertegenwoordigde werknemersorganisaties te betrekken bij het uitwerken van die informatie en het vaststellen van de wijze waarop zij ter beschikking zou worden gesteld.

De Raad vraagt bovendien aan het FANC om na te gaan of wel de meest optimale meetplaatsen en meetmomenten voor het opsporen van de weesbronnen gekozen is.

Tegenwoordig mogen op de stortplaatsen immers enkel residu's gestort worden, die reeds zulke reeks behandelingen ondergaan hebben dat de kans om op die plaatsen nog weesbronnen te ontdekken verwaarloosbaar geworden is.

De vraag is dan ook of niet meer stroomopwaarts van de afvalstroom gemeten moet worden, in plaats van op het einde.

In bijkomende orde, stelt de Raad zich de vraag overgelet op het feit dat een federale overheid bij koninklijk besluit geen opdrachten aan gewestelijke overheden kan opleggen, redactioneel het art. 5 van het ontwerp niet geformuleerd zou moeten worden op een wijze die verwoordt wat het Agentschap zal doen met de lijsten die zij van de voornoemde het afvalbeleid bevoegde overheden ontvangt.

### III. BESLISSING

Het advies aan de directeur-generaal van het FANC bezorgen.